



# Le Saint-Siège

---

***DISCOURS DU PAPE BENOÎT XVI  
POUR LES VŒUX AU CORPS DIPLOMATIQUE  
ACCRÉDITÉ PRÈS LE SAINT-SIÈGE\****

*Lundi 8 janvier 2007*

*Monsieur le Doyen,  
Excellences, Mesdames et Messieurs,*

C'est avec plaisir que je vous accueille aujourd'hui, pour cette traditionnelle cérémonie d'échange de vœux. Bien qu'elle se renouvelle chaque année, il ne s'agit pas cependant d'une simple formalité, mais d'une occasion pour affermir notre espérance et pour nous engager toujours davantage au service de la paix et du développement des personnes et des peuples.

En premier lieu, je désire remercier votre Doyen, Monsieur l'Ambassadeur Giovanni Galassi, pour les aimables paroles par lesquelles il a exprimé vos vœux. J'adresse aussi un salut particulier aux Ambassadeurs qui participent pour la première fois à cette rencontre. Je vous offre à tous mes vœux les plus cordiaux et je vous assure de mes prières, afin que 2007 vous apporte, à vous-mêmes, à vos familles, à vos collaborateurs, à tous les peuples et à leurs dirigeants, le bonheur et la paix.

En début d'année, nous sommes invités à porter un regard sur la situation internationale, pour envisager les défis que nous sommes appelés à affronter ensemble. Parmi les questions essentielles, comment ne pas penser aux millions de personnes, spécialement aux femmes et aux enfants, qui manquent d'eau, de nourriture, de toit ? Le scandale de la faim, qui tend à s'aggraver, est inacceptable dans un monde qui dispose des biens, des connaissances et des moyens d'y mettre un terme. Il nous pousse à changer nos modes de vie; il nous rappelle l'urgence d'éliminer les causes structurelles des dysfonctionnements de l'économie mondiale et de corriger les modèles de croissance qui semblent incapables de garantir le respect de l'environnement et un développement humain intégral pour aujourd'hui et surtout pour demain. J'invite à nouveau les

Responsables des Nations les plus riches à prendre les dispositions nécessaires pour que les pays pauvres, souvent pleins de richesses naturelles, puissent bénéficier des fruits des biens qui leur appartiennent en propre. De ce point de vue, le retard dans la mise en œuvre des engagements pris par la communauté internationale au cours des toutes dernières années est aussi source de préoccupation. Il faut donc souhaiter la reprise des négociations commerciales du «Doha Development Round» de l'Organisation mondiale du Commerce, ainsi que la poursuite et l'accélération du processus d'annulation et de réduction de la dette des pays les plus pauvres, sans que cela soit conditionné à des mesures d'ajustement structurel, néfastes pour les populations les plus vulnérables.

Dans le domaine du désarmement également, se multiplient les symptômes d'une crise progressive, liée aux difficultés dans les négociations sur les armes conventionnelles aussi bien que sur les armes de destruction massive, et, d'autre part, à l'augmentation des dépenses militaires à l'échelle mondiale. Les questions de sécurité, aggravées par le terrorisme, qu'il faut condamner fermement, doivent être traitées dans une approche globale et clairvoyante.

En ce qui concerne les crises humanitaires, il convient de noter que les Organisations qui les affrontent ont besoin d'un soutien plus fort, afin qu'elles soient en mesure de fournir aux victimes protection et assistance. Une autre question qui prend toujours davantage de relief est celle des mouvements de personnes: des millions d'hommes et de femmes sont contraints à laisser leurs foyers ou leur patrie à cause de violences ou bien pour rechercher des conditions de vie plus dignes. Il est illusoire de penser que les phénomènes migratoires pourront être bloqués ou contrôlés simplement par la force. Les migrations et les problèmes qu'elles créent doivent être affrontés avec humanité, justice et compassion.

Comment ne pas se préoccuper non plus des continuelles atteintes à la vie, de la conception jusqu'à la mort naturelle ? De telles atteintes n'épargnent même pas des régions où la culture du respect de la vie est traditionnelle, comme en Afrique, où l'on tente de banaliser subrepticement l'avortement, par le Protocole de Maputo, ainsi que par le Plan d'action adopté par les Ministres de la santé de l'Union Africaine, qui sera d'ici peu soumis au Sommet des Chefs d'État et de Gouvernement. Se développent également des menaces contre la structure naturelle de la famille, fondée sur le mariage d'un homme et d'une femme, et des tentatives de la relativiser en lui donnant le même statut que d'autres formes d'union radicalement différentes. Tout cela offense la famille et contribue à la déstabiliser, en en voilant la spécificité et le rôle social unique. D'autres formes d'agression à la vie sont commises parfois sous couvert de recherche scientifique. La conviction se répand que la recherche n'est soumise qu'aux lois qu'elle veut bien se donner et qu'elle n'a d'autre limite que ses propres possibilités. C'est le cas par exemple dans les tentatives de légitimer le clonage humain pour d'hypothétiques fins thérapeutiques.

Ce cadre préoccupant n'empêche pas de percevoir des éléments positifs qui caractérisent notre époque. Je voudrais mentionner en premier lieu la prise de conscience croissante de l'importance

du dialogue entre les cultures et entre les religions. Il s'agit d'une nécessité vitale, en particulier en raison des défis communs concernant la famille et la société. Je relève d'ailleurs les nombreuses initiatives en ce sens, qui visent à bâtir les bases communes pour vivre dans la concorde.

Il convient aussi de noter le développement de la prise de conscience de la communauté internationale face aux énormes défis de notre temps, ainsi que les efforts pour qu'elle se traduise en actes concrets. Au sein de l'Organisation des Nations unies, a été créé l'année dernière le Conseil des Droits de l'Homme, dont il faut espérer qu'il centrera son activité sur la défense et la promotion des droits fondamentaux de la personne, en particulier le droit à la vie et le droit à la liberté religieuse. Évoquant les Nations unies, je me sens le devoir de saluer avec gratitude Son Excellence Monsieur Kofi Annan pour l'œuvre accomplie au cours de ses mandats de Secrétaire général. Je formule les vœux les meilleurs pour son successeur Monsieur Ban Ki-moon, au moment où il vient de prendre ses fonctions.

Dans le cadre du développement, diverses initiatives ont été également lancées, auxquelles le Saint-Siège n'a pas manqué d'apporter son soutien, rappelant en même temps que ces projets ne doivent pas supprimer l'engagement des pays développés à destiner 0,7% de leur produit intérieur brut à l'aide internationale. Un autre élément important dans l'effort commun pour l'éradication de la misère requiert non seulement une assistance, dont on ne peut que souhaiter l'expansion, mais aussi la prise de conscience de l'importance de la lutte contre la corruption et la promotion de la bonne gouvernance. Il faut aussi encourager et poursuivre les efforts accomplis afin d'assurer l'application du droit humanitaire aux personnes et aux peuples, pour une protection plus efficace des populations civiles.

En considérant la situation politique dans les différents continents, nous trouvons encore des motifs de préoccupation et d'espérance. Nous constatons en premier lieu que la paix est bien souvent fragile et même bafouée. Nous ne pouvons pas oublier le Continent africain. Le drame du Darfour se poursuit et s'étend aux régions frontalières du Tchad et de la République centrafricaine. La communauté internationale semble impuissante depuis bientôt quatre ans, malgré les initiatives destinées à soulager les populations en détresse et à apporter une solution politique. C'est seulement par une collaboration active entre les Nations unies, l'Union Africaine, les gouvernements en cause et d'autres protagonistes que ces moyens pourront devenir efficaces. Je les invite tous à agir avec détermination : nous ne pouvons pas accepter que tant d'innocents continuent à souffrir et à mourir ainsi.

La situation dans la Corne de l'Afrique s'est récemment aggravée, avec la reprise des hostilités et l'internationalisation du conflit. En appelant toutes les parties à l'abandon des armes et à la négociation, qu'il me soit permis d'évoquer la mémoire de Sœur Leonella Sgorbati qui a donné sa vie au service des plus défavorisés, invoquant le pardon pour ses meurtriers. Que son exemple et son témoignage inspirent tous ceux qui cherchent réellement le bien de la Somalie.

En Ouganda, il faut souhaiter les progrès des négociations entre les parties, en vue de la fin d'un conflit cruel qui voit même l'enrôlement de nombreux enfants contraints de se faire soldats. Cela permettra aux nombreux déplacés de revenir chez eux et de retrouver une vie digne. La contribution des chefs religieux et la récente désignation d'un Représentant du Secrétaire général des Nations unies sont de bonne augure. Je le redis: n'oublions pas l'Afrique et ses nombreuses situations de guerre et de tension. Il faut se rappeler que seules les négociations entre les différents protagonistes peuvent ouvrir la voie à un règlement juste des conflits et faire entrevoir des progrès vers la consolidation de la paix.

La Région des Grands Lacs a été ensanglantée depuis des années par des guerres sans merci. C'est avec intérêt et espérance qu'il convient d'accueillir les développements positifs récents, en particulier la conclusion de la phase de transition politique au Burundi et plus récemment en République démocratique du Congo. Il est cependant urgent que les pays s'attachent à un retour au fonctionnement des institutions de l'état de droit, pour endiguer tous les arbitraires et pour permettre le développement social. Au Rwanda, je souhaite que le long processus de réconciliation nationale après le génocide trouve son aboutissement dans la justice, mais aussi dans la vérité et le pardon. La Conférence internationale sur la Région des Grands Lacs, avec la participation d'une délégation du Saint-Siège et des représentants de nombreuses conférences épiscopales nationales et régionales de l'Afrique centrale et orientale, laisse entrevoir de nouvelles espérances. Enfin, je voudrais mentionner la Côte d'Ivoire, exhortant les parties en présence à créer un climat de confiance réciproque qui puisse conduire au désarmement et à la pacification, et d'autre part l'Afrique Australe: dans ces pays, des millions de personnes sont réduites à une situation de grande vulnérabilité, qui exige l'attention et l'appui de la communauté internationale.

Des signes positifs pour l'Afrique viennent également de la volonté exprimée par la communauté internationale de maintenir ce continent au centre de son attention, et aussi du renforcement des institutions continentales et régionales, qui témoignent de l'intention des pays concernés de devenir toujours davantage responsables de leur propre destin. De même, il faut louer l'attitude digne des personnes, qui chaque jour, sur le terrain, s'engagent avec détermination pour promouvoir des projets qui contribuent au développement et à l'organisation de la vie économique et sociale.

Le voyage apostolique que j'accomplirai au mois de mai prochain au Brésil me donne l'occasion de tourner mon regard vers ce grand pays, qui m'attend avec joie, et vers toute l'Amérique Latine et les Caraïbes. L'amélioration de certains indices économiques, l'engagement dans la lutte contre le trafic de drogue et contre la corruption, les divers processus d'intégration, les efforts pour améliorer l'accès à l'éducation, pour combattre le chômage et pour réduire les inégalités dans la distribution des revenus, constituent des indices à relever avec satisfaction. Si ces évolutions se consolident, elles pourront contribuer de façon déterminante à vaincre la pauvreté qui afflige de vastes secteurs de la population et à accroître la stabilité institutionnelle. S'agissant des élections qui se sont déroulées l'année dernière dans plusieurs pays, il convient de souligner que la

démocratie est appelée à prendre en compte les aspirations de l'ensemble des citoyens, à promouvoir le développement dans le respect de toutes les composantes de la société, selon les principes de la solidarité, de la subsidiarité et de la justice. Il faut cependant mettre en garde contre le risque que l'exercice de la démocratie se transforme en dictature du relativisme, proposant des modèles anthropologiques incompatibles avec la nature et la dignité de l'homme.

Mon attention se tourne tout particulièrement vers certains pays, notamment la Colombie, où le long conflit interne a provoqué une crise humanitaire, surtout en ce qui concerne les personnes déplacées. Tous les efforts doivent être faits pour pacifier le pays, pour restituer aux familles leurs proches qui ont été enlevés, pour redonner sécurité et vie normale à des millions de personnes. De tels signes donneront confiance à tous, y compris à ceux qui ont été impliqués dans la lutte armée. Nos regards se tournent vers Cuba. En souhaitant que chacun de ses habitants puisse réaliser ses aspirations légitimes dans le souci du bien commun, permettez-moi de reprendre l'appel de mon vénéré Prédécesseur: «Que Cuba s'ouvre au monde et le monde à Cuba». L'ouverture réciproque avec les autres pays ne pourra qu'être au bénéfice de tous. Non loin de là, le peuple haïtien vit toujours dans une grande pauvreté et dans la violence. Je forme des vœux pour que l'intérêt de la communauté internationale, manifesté entre autres par les conférences des donateurs qui ont eu lieu en 2006, conduise à la consolidation des institutions et permette au peuple de devenir artisan de son propre développement, dans un climat de réconciliation et de concorde.

L'Asie montre avant tout des pays qui sont caractérisés par une population très nombreuse et un grand développement économique. Je pense à la Chine et à l'Inde, pays en pleine expansion, souhaitant que leur présence croissante sur la scène internationale entraîne des bénéfices pour les populations elles-mêmes et pour les autres nations. De même, je forme des vœux pour le Viet-Nâm, rappelant sa récente adhésion à l'Organisation mondiale du Commerce. Ma pensée rejoint les communautés chrétiennes. Dans la plupart des pays d'Asie, il s'agit souvent de communautés petites mais vivantes, qui désirent légitimement pouvoir vivre et agir dans un climat de liberté religieuse. C'est à la fois un droit primordial et une condition qui leur permettra de contribuer au progrès matériel et spirituel de la société, et d'être des éléments de cohésion et de concorde.

Au Timor oriental, l'Église catholique entend continuer à offrir sa contribution notamment dans les secteurs de l'éducation, de la santé et de la réconciliation nationale. La crise politique traversée par ce jeune État, comme d'ailleurs par d'autres pays de la région, met en évidence une certaine fragilité des processus de démocratisation. De dangereux foyers de tension couvent dans la Péninsule de Corée. L'objectif de la réconciliation du peuple coréen et la dénucléarisation de la Péninsule, qui auront des effets bénéfiques dans toute la région, doivent être poursuivis dans le cadre de négociations. Il convient d'éviter les gestes qui puissent compromettre les pourparlers, sans toutefois conditionner aux résultats les aides humanitaires destinées aux couches de la population nord-coréenne les plus vulnérables.

Je voudrais attirer votre attention sur deux autres pays asiatiques, qui sont des motifs de préoccupation. En Afghanistan, au cours des derniers mois, il faut hélas déplorer une augmentation notable de la violence et des attaques terroristes, qui rendent difficile le chemin vers la sortie de crise et qui pèsent lourdement sur les populations locales. Au Sri Lanka, l'échec des négociations de Genève entre le Gouvernement et le Mouvement Tamoul a entraîné une intensification du conflit, qui provoque d'immenses souffrances parmi les populations civiles. Seule la voie du dialogue pourra assurer un avenir meilleur et plus sûr pour tous.

Le Moyen-Orient est aussi source de grandes inquiétudes. Aussi ai-je voulu adresser une lettre aux catholiques de la région à l'occasion de Noël, pour exprimer ma solidarité et ma proximité spirituelle avec tous, et pour les encourager à poursuivre leur présence dans la région, sûr que leur témoignage sera une aide et un soutien en vue d'un avenir de paix et de fraternité. Je renouvelle mon appel pressant à toutes les parties en cause sur l'échiquier politique complexe de la région, avec l'espoir que se consolideront les signes positifs entre Israéliens et Palestiniens, enregistrés au cours des dernières semaines. Le Saint-Siège ne se lassera jamais de répéter que les solutions armées n'aboutissent à rien, comme on l'a vu au Liban l'été dernier. L'avenir de ce pays passe nécessairement par l'unité de toutes ses composantes et par des relations fraternelles entre les différents groupes religieux et sociaux. Cela constitue un message d'espérance pour tous. Il n'est pas possible de se satisfaire non plus de solutions partielles ou unilatérales. Pour mettre un terme à la crise et aux souffrances qu'elle occasionne dans les populations, il importe de procéder par une approche globale, qui n'exclue personne de la recherche d'une solution négociée et qui tienne compte des aspirations et des intérêts légitimes des différents peuples concernés; notamment, les Libanais ont droit à voir respectées l'intégrité et la souveraineté de leur pays; les Israéliens ont le droit de vivre en paix dans leur État; les Palestiniens ont droit à une patrie libre et souveraine. Si chacun des peuples de la région voit ses attentes prises en considération et se sent moins menacé, la confiance mutuelle se renforcera. Cette même confiance se développera si un pays comme l'Iran, tout spécialement en ce qui concerne son programme nucléaire, accepte de donner une réponse satisfaisante aux préoccupations légitimes de la communauté internationale. Des pas accomplis dans ce sens auront sans aucun doute un effet positif pour la stabilisation de toute la région, et de l'Iraq en particulier, mettant fin à l'épouvantable violence qui ensanglante ce pays et offrant la possibilité de relancer sa reconstruction et la réconciliation entre tous ses habitants.

Plus près de nous, en Europe, de nouveaux pays, la Bulgarie et la Roumanie, nations de longue tradition chrétienne, ont fait leur entrée dans l'Union européenne. Alors que l'on s'apprête à célébrer le cinquantième anniversaire des Traités de Rome, une réflexion s'impose sur le Traité constitutionnel. Je souhaite que les valeurs fondamentales qui sont à la base de la dignité humaine soient pleinement protégées, en particulier la liberté religieuse dans toutes ses dimensions et les droits institutionnels des Églises. De même, on ne peut faire abstraction de l'indéniable patrimoine chrétien de ce continent, qui a largement contribué à modeler l'Europe des Nations et l'Europe des peuples. Le cinquantième anniversaire de l'insurrection de Budapest, fêté

au mois d'octobre dernier, nous a rappelé les événements dramatiques du vingtième siècle qui incitent tous les Européens à construire un avenir libre de toute oppression et de tout conditionnement idéologique, à tisser des liens d'amitié et de fraternité, et à manifester sollicitude et solidarité envers les plus pauvres et les plus petits; de même, il importe de purifier les tensions du passé, en promouvant la réconciliation à tous les niveaux, car c'est elle seule qui permet de construire l'avenir et de consentir à l'espérance. J'appelle aussi tous ceux qui, dans le continent européen, sont tentés par le terrorisme, à cesser toute activité de ce genre, car de tels comportements, qui font prévaloir la violence et qui engendrent la peur chez les populations, constituent une voie sans issue. Je pense aussi aux divers «conflits gelés», souhaitant qu'ils trouvent rapidement une solution définitive, et aux tensions récurrentes liées aujourd'hui surtout aux ressources énergétiques.

Je souhaite que la région des Balkans parvienne à la stabilisation que tous espèrent, en particulier grâce à l'intégration des nations qui la composent dans les structures continentales et au soutien de la communauté internationale. L'établissement de relations diplomatiques avec la République du Monténégro, qui vient d'entrer pacifiquement dans le concert des nations, et l'Accord de Base signé avec la Bosnie Herzégovine sont des marques de l'attention constante du Saint-Siège pour la région des Balkans. Alors qu'approche le moment où sera défini le statut du Kosovo, le Saint-Siège demande à tous ceux qui sont concernés un effort de sagesse clairvoyante, de flexibilité et de modération, afin que soit trouvée une solution qui respecte les droits et les attentes légitimes de tous.

Les situations que j'ai évoquées constituent un défi, qui nous implique tous; il s'agit d'un défi qui consiste à promouvoir et à consolider tout ce qu'il y a de positif dans le monde et à surmonter, avec bonne volonté, sagesse et ténacité tout ce qui blesse, dégrade et tue l'homme. C'est en respectant la personne humaine qu'il est possible de promouvoir la paix et c'est en bâtissant la paix que sont jetées les bases d'un authentique humanisme intégral. C'est ici que trouve réponse la préoccupation de tant de nos contemporains face à l'avenir. Oui, l'avenir pourra être serein si nous travaillons ensemble pour l'homme. L'homme, créé à l'image de Dieu, a une dignité incomparable; l'homme, qui est si digne d'amour aux yeux de son Créateur, que Dieu n'a pas hésité à donner pour lui son propre Fils. C'est cela le grand mystère de Noël, que nous venons de célébrer et dont l'atmosphère joyeuse se poursuit jusqu'à notre rencontre d'aujourd'hui. Dans son engagement au service de l'homme et de la construction de la paix, l'Église est aux côtés de toutes les personnes de bonne volonté et elle offre une collaboration désintéressée. Qu'ensemble, chacun à sa place et avec ses propres talents, nous sachions travailler à la construction d'un humanisme intégral qui peut seul assurer un monde pacifique, juste et solidaire. Ce souhait s'accompagne de la prière que je fais monter vers le Seigneur pour vous-mêmes, pour vos familles, pour vos collaborateurs et pour les peuples que vous représentez.

*Insegnamenti di Benedetto XVI*, vol.III, 1 2007 p.38-47.

*L'Osservatore Romano* 8-9.1.2007 p.6, 8.

*L'Osservatore Romano. Edition hebdomadaire en langue française* n.2 p. 3, 4, 5.

*La Documentation catholique* n.2373 p.114-119.

© Copyright 2007 - Libreria Editrice Vaticana

---

Copyright © Dicastero per la Comunicazione - Libreria Editrice Vaticana